



# Front des luttes - février 2014 -



**Les militants de l'URCF sont sur le pont pour constituer le plus rapidement possible le parti communiste** à travers la constitution de cellules et sections d'entreprises et de quartiers qui vont mobiliser les travailleurs non pour des mesures d'accompagnement des destructions d'emplois, mais pour la satisfaction de leurs revendications en faisant payer sa crise au Capital par des luttes mettant en cause son pouvoir et celui de son État. Notre adhésion à **l'Initiative des partis communistes et ouvriers d'Europe**, qui nous apporte l'aide et l'expérience de partis frères étrangers très avancés dans cette voie, va nous appeler à de plus grandes responsabilités vis-à-vis du Mouvement Communiste International et permettre de coordonner les luttes du prolétariat contre l'Union Européenne et l'impérialisme.

**Dans tous les combats**, les communistes de l'URCF relieront concrètement la lutte quotidienne (contre les conséquences du capitalisme et de sa crise structurelle) à la lutte générale contre le capitalisme-impérialisme et démontreront patiemment et avec détermination que la révolution socialiste, la construction du socialisme vers le communisme, est la seule alternative populaire au capitalisme.

La lutte sera longue mais nous vaincrons !

## Luttes pour les salaires

*La revendication centrale et unifiante soutenue par l'URCF est d'exiger le SMIC à 1700 euros nets, l'augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros nets mensuels. A chaque militant et travailleur de faire grandir cette double exigence dans sa section syndicale et dans sa confédération. La question des salaires est un des axes centraux des luttes dans lesquelles s'impliquent les militants de l'URCF. La revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous, est popularisée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux ouvriers en lutte, en particulier dans le secteur privé.*

*Alors que les grands PDG s'octroient des salaires et des indemnités de départ inimaginables supérieurs à plusieurs millions d'euros, que les profits des entreprises du Cac 40 ont doublé en 2010 et explosés en 2011, 2012 et 2013, les salaires sont loin de rattraper les hausses du coût de la vie liées précisément à l'augmentation des profits et aux conséquences du passage à la monnaie unique. Les prix de l'énergie s'envolent, la privatisation d'EDF-GDF devant induire des hausses beaucoup plus élevées afin de rémunérer les actionnaires ; ceux des loyers, pour lesquels les familles consacrent souvent la moitié de leurs revenus, ont augmenté d'environ 4% par an alors que 5 Millions de personnes sont officiellement mal logés ou sans toit.*

*Un salarié sur six est payé au smic, tandis que de nombreux travailleurs jeunes, stagiaires, à temps partiel, vivent avec à peine 600 euros par mois, un jeune sur 2 étant soit au chômage soit en CDD. La baisse du pouvoir d'achat depuis 2000 est estimée à plus de 10%.*

*Bien entendu, la faiblesse des salaires entraîne une insuffisance des prestations sociales (salaires indirects), une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des privés d'emploi, toujours plus nombreux.*

*Les travailleurs doivent unifier les luttes pour augmenter la part des salaires dans la richesse qu'ils créent.*

*L'URCF revendique le smic à 1700 euros net, l'augmentation de 300 euros pour tous, tout en liant la lutte pour les revendications immédiates, indispensable et incontournable, à la dénonciation générale des fondements du capitalisme jusqu'à son renversement. Sous le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations) et à développer l'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs collectivement propriétaires des machines, usines, banques et terres.*

### Secteur propreté

Le 4 février, plus d'une centaine de salariés du secteur de la propreté ont manifesté à Paris à l'appel de la CGT devant le siège de la Fédération des entreprises de propreté pour réclamer un 13<sup>ème</sup> mois, une revendication de

longue date. D'autres manifestations ont eu lieu à Lyon, Marseille, Bordeaux, Rouen, Rennes, Toulouse, Reims, Dijon ou Tours, réunissant au total près de 1500 salariés, selon Tony Hautbois, secrétaire général de la fédération nationale des ports et docks CGT, en charge de la négociation de la convention collective du secteur. La propreté est une profession "très pénible avec des horaires décalés, des amplitudes de travail énormes entraînant des contraintes familiales et physiques, sans compter que 75% des salariés, pour la plupart des femmes, travaillent à temps partiel", a ajouté le responsable CGT, premier syndicat du secteur avec 42% des voix aux dernières élections professionnelles. Le secteur compte près de 30000 entreprises et emploie environ 470000 salariés, dont 70% de femmes, pour un chiffre d'affaires frôlant les 12 milliards d'euros.

## Intermittents et intérimaires

Le 27 février, plusieurs milliers d'intermittents et d'intérimaires ont manifesté dans plusieurs villes contre la suppression de leurs régimes et la réduction des droits des chômeurs dans le cadre du pacte de responsabilité de Hollande. Les allocations de 2,2 millions de chômeurs sont dans le collimateur du patronat. Le Medef préconisait notamment la suppression des régimes des intermittents et des intérimaires, déjà par définition majoritairement victimes de la précarité, et la modulation des allocations en fonction de la conjoncture. Une nouvelle mobilisation des intermittents est prévue le 12 mars.

# Luttes pour l'emploi

*Le mot d'ordre URCF immédiat de **nationalisation sans indemnisation** des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois et de la révolution socialiste. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forçons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.*

*Pour sauver nos emplois, nos axes de luttes sont :*

- **Plan national de luttes contre le chômage.**
- **Interdiction des licenciements.**
- **Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.**
- **Les revenus des privés d'emplois** (« chômeurs ») **devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.**
- **Nationalisation sans indemnisation** des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, transport, agro-alimentaire, Education, -Recherche-Culture-Communication-Poste).

*Sur notre site internet [urcf.fr](http://urcf.fr) vous pourrez trouver une analyse communiste-révolutionnaire détaillée du mot d'ordre tactique de nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier.*

## Astrium (aéronautique, satellites)

Les salariés toulousains du numéro un européen des satellites, Astrium, particulièrement menacés par le plan de restructuration de leur maison mère Airbus Group (ex-EADS), ont manifesté jeudi 06 février devant le siège du groupe contre les suppressions d'emploi.

Quelque 1.100 salariés de Toulouse, réunis à l'appel de l'intersyndicale CFE-CGC, CGT, CFDT, FO et CFTC, avait voté par acclamation le principe d'une manifestation le 6 février après-midi devant les locaux d'Airbus Group près de l'aéroport de Toulouse-Blagnac.

Les syndicats d'Astrium, comme ceux de l'ensemble du groupe, ont réaffirmé que le plan de restructuration n'avait « pas de justification économique ». Astrium Toulouse devrait être l'un des sites les plus touchés en France avec 396 suppressions d'emplois. 2.600 salariés en CDI travaillent sur le site au sud de Toulouse.

Tous les syndicats ont fait part lors de l'AG de leur "indignation" face au plan.

Les travailleurs du groupe ont raison de pointer du doigt les résultats du monopole Airbus et d'Astrium.

Le monopole aéronautique et de défense européen a détaillé cette semaine devant les organisations syndicales un plan de 5.800 suppressions d'emplois sur environ 144.000 salariés, qui frappe les activités spatiales et de défense.

Airbus Group va passer de quatre à trois divisions: Airbus (aviation commerciale), Airbus Helicopters (ex-Eurocopter) et Airbus Defence and Space (ADS) qui regroupe les anciennes divisions Cassidian (défense), Astrium (espace) et l'activité avions de transport militaire d'Airbus.

ADS devrait perdre 5.290 emplois sur un total de 42.600, le solde des suppressions (514 emplois) concernant les fonctions centrales (ressources humaines, finances, communication, etc).

Au sein d'ADS, le plan doit supprimer 2.470 emplois chez Astrium et 2.620 chez Cassidian, ainsi que 200 emplois chez Airbus Military. En France, Astrium est le plus visé avec 1.070 suppressions d'emplois sur environ 7000 salariés, dont 396 suppressions à Toulouse, 309 aux Mureaux (Yvelines) et 213 près de Bordeaux.

Lors du rassemblement, les salariés d'Astrium ont vu venir à leur rencontre des salariés du siège, qui avaient prévu une assemblée générale. Le groupe monopoliste capitaliste, qui a récemment transféré vers Toulouse son siège (jusqu'à-là réparti entre Munich et Paris), y emploie environ 700 personnes et les syndicats y craignent 111 suppressions de poste.

## Centrales Thermiques

Des salariés de la filière thermique d'EDF se sont rassemblés le mardi 11 février devant le siège de la filiale à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) notamment contre des projets d'arrêt temporaire de centrales, destinés à faire des économies.

Les salariés, venus des sites du Havre, de Nantes et de Porcheville (Yvelines), se sont massés devant le bâtiment à l'appel de la CGT, au son de cornes de brume.

La direction patronale veut instaurer des arrêts de production dans certains sites pour faire des économies sur les taxes des eaux pompées dans la Seine, ce qui aura un impact sur l'organisation du travail et en termes d'emplois.

Depuis deux semaines, les travailleurs des sites du Havre, de Nantes-Cordemais, de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) et de Porcheville (Yvelines), organisent régulièrement des actions de débrayages.

Philippe, un agent de maintenance à la centrale de Porcheville, s'est dit "très inquiet pour l'avenir du site", qui emploie 240 salariés. "*La direction voudrait arrêter les quatre tranches de notre centrale d'avril à octobre et il n'y a pas de projet de remplacement après la fermeture du site en 2023,*" a-t-il précisé.

La CGT craint également la fermeture du site d'Aramon, dans le Gard, qui emploie 127 agents EDF.

Le syndicat dénonce par ailleurs des augmentations de salaire inférieures à l'inflation, "*alors que l'entreprise améliore ses résultats*".

Le monopole EDF possède 15 centrales thermiques à flamme, fonctionnant au charbon, au fuel et au gaz, sur l'ensemble du territoire et y emploie 2.000 salariés.

## La Poste

Dans le département de Hauts-de-Seine, les postiers sont en lutte pour exiger l'arrêt des suppressions d'emplois et l'embauche des travailleurs précaires. Le 13 février, ils ont occupé le siège du groupe en demandant à la direction des engagements écrits. La Poste annonce pour 2013 un bénéfice net en hausse de 31% grâce au Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi, énième dispositif de Cadeaux au Capital payé par les travailleurs. Un préavis de grève nationale a été lancé entre autres par SUD et la CGT pour les revendications et l'arrêt des restructurations.

***L'URCF appelle à lutter pour le retour au monopole de service public de la Poste, c'est-à-dire l'abandon du statut de société anonyme, sous contrôle des travailleurs, l'intégration des filiales sans indemnisation du Capital privé.***

## Jeannette (agroalimentaire, Calvados)

Le 24, les salariés de la fabrique de madeleines Jeannette à Caen, licenciés en janvier suite à la liquidation, ont empêché la vente aux enchères des machines. Des rapaces venus pour racheter à vil prix l'outil de production, parmi eux des capitalistes bulgares, sont repartis bredouille. Une vente de madeleines a été organisée par les travailleurs, qui comptent sur le Commissaire au «redressement productif» pour dénicher un repreneur. "*Nous ne laisserons pas mourir la dernière usine de Caen qui a continué à produire sous les bombardements en 1944*", a déclaré le secrétaire de l'U.L. CGT de Caen. L'usine, qui employait près de 400 personnes dans les années 1970, avait été rachetée par le groupe LGC, affairiste dans l'agro-alimentaire, qui comptait la délocaliser dans la ville de Falaise.

***L'URCF appelle à lutter pour la création sans indemnisation d'un secteur nationalisé de l'agro-alimentaire avec contrôle ouvrier afin de retirer des mains des capitalistes privés un secteur vital pour l'emploi et la vie de la***

**population. Si un repreneur privé est retenu, il faut lutter pour le maintien intégral de l'outil de production, des emplois et des salaires et dénoncer les aides de l'État ainsi que la complicité des politiciens au service du Capital.**

## **SNCF**

Le 27 février, un préavis de grève a été déposé à Chambéry par deux syndicats de cheminots contre leurs conditions de travail et la restructuration de la SNCF. Le 25, des milliers de cheminots venus de plusieurs pays d'Europe ont manifesté devant le Parlement européen à Strasbourg contre le projet de réforme et d'ouverture à la concurrence.

**Dans SIGNAL ROUGE, le journal des travailleurs du Rail, l'URCF appelle à empêcher par la lutte l'application des directives des monopoles capitalistes, dénonçant la responsabilité de la social-démocratie dans la privatisation du service public. Leurs euro-députés ont d'ailleurs voté massivement pour la réforme, alors que les libéraux se sont plutôt abstenus. Le journal de l'URCF a été diffusé lors de plusieurs rassemblements de lutte et dans de nombreux établissements de France.**

## **La Redoute (Commerce, distribution)**

Plusieurs centaines de salariés de La Redoute ont manifesté mardi 28 janvier à Lille contre les licenciements et pour dénoncer plus généralement la suppression de près de 1.200 emplois prévue par les futurs « repreneurs » du vepéciste. Le 20 janvier, les salariés grévistes avaient déjà envahi une réunion à Roubaix avec la direction patronale sur le plan « social ». Les banderoles proclament "Non aux licenciements à La Redoute !" et "Des garanties sociales pour tous les salariés !". Les manifestants clamaient des slogans comme "Pinault, voyou, La Redoute est à nous !". "On veut du travail", a déclaré un employé qui travaille depuis 10 ans sur le site de La Martinoire, à Wattrelos (Nord). Il a fait part de son "dégoût": "On a travaillé pour quelqu'un qui nous méprise, il prend deux entrepreneurs pour nous virer".

Les salariés ont multiplié ces dernières semaines les débrayages sur les différents sites de La Redoute.

Le plan de redressement présenté le 9 janvier par les futurs repreneurs prévoit notamment la suppression sur quatre ans de 1.178 des 3.437 postes que compte l'entreprise. "On a tout donné pour La Redoute et voilà ce qu'on a en retour. On mérite mieux que ça", a estimé pour sa part Martine, 50 ans, "dont 30 ans de boîte".

**Ces travailleurs de La Redoute comme beaucoup d'autres (1000 privés d'emploi supplémentaires par jour en France) touchent du doigt jusqu'au bout, l'exploitation du travail basée juridiquement sur le contrat salarié avec le capitaliste propriétaire ; une seule loi pour le capitalisme-impérialisme : la loi du profit maximum.**

**Un collectif national est né pour la**

**« nationalisation sans indemnisation,  
avec contrôle ouvrier des monopoles casseurs d'emploi ».**

Un outil favorisant le développement des luttes, l'unité des travailleurs quelle que soit leur affiliation, leur donnant une perspective politique.

**J'adhère au collectif national pour la nationalisation sans indemnisation ... :**

Nom :

Prénom :

Adresse mail :

Tél. :

Profession :

Je verse à la caisse de solidarité :

*La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s'avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l'humanité ; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d'assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d'avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.*

### **Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.**

La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l'opportunisme et le révisionnisme soutenus par le capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d'opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.

*En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisation révolutionnaire politique et syndicale de classe, l'hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l'absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l'éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l'isolement par les bureaucraties d'aménagement du capitalisme). Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.*

Notre solidarité communiste doit s'exercer à l'égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d'une courageuse combativité à l'heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l'« ordre social » existant sur le mode « pas de politique ! ».

**L'URCF continue sa campagne** pour la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle ouvrier des entreprises monopolistes casseuses d'emplois. La lutte continue pour la nationalisation sans indemnisation et pour la satisfaction des besoins populaires devra poser la question du bris de l'Etat bourgeois subordonné dans un mécanisme unique au capitalisme monopoliste et à son oligarchie financière.

L'URCF *salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et administrations...* : Lagardère Active, du groupe de presse Centre France/La Montagne, Good-Year Amiens Nord, groupe Henkel, travailleurs des centres de protection maternelle et infantile (PMI) ...

Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte, dans l'unité, construisons un **front d'alternative populaire anticapitaliste !**

Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « *Le socialisme : seule alternative au capitalisme* ».

**Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires !**

**Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste dont nous avons tant besoin !**

7 mars 2014

Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF